



La revue

des cadres de la Police

POLICE

Nouvelle

n° 351 / mars 2023



DOSSIER SPÉCIAL : le sexisme au quotidien

INTÉRIALE

FIERS DE VOUS PROTÉGER QUAND VOUS AGISSEZ



Des garanties
santé et prévoyance

Votre mutuelle
ALTERIALE
À partir de
16€/mois*

éligibles à la participation
de votre employeur

Votre devis
express !



alteriale.interiale.fr

* Les cotisations sont disponibles dans le Règlement Mutualiste accessible sur simple demande.



[Christophe ROUGET |
Secrétaire général du SCSJ]

Le SCSJ garde le cap pour les officiers

Comme vous pouvez le constater sur le dessin de couverture de ce « Police Nouvelle », il est très fréquent que dans le cadre du dialogue social nos interlocuteurs nous répondent par des formules telles que « c'est dans les tuyaux, on revient vers vous, c'est à la signature... », sans donner suite à nos demandes pressantes concernant l'avenir des officiers. Notre frustration est donc immense face aux obstacles administratifs quotidiens qui entravent la mise en place de mesures pourtant validées dans un protocole, programmées et budgétées. Malgré cela, nous poursuivons notre travail avec détermination et persévérance, sans ne jamais rien lâcher.

En effet, les cadres de la Police nationale sont fatigués de ces atermoiements et demandent que la parole politique soit respectée. Nous l'avons rappelé avec la CFDT au conseil commun de la Fonction publique, lors de la réunion sur les retraites place Beauvau avec Stanislas Guérini et plus récemment lors de notre audience avec Gérald Darmanin.

Aujourd'hui, nous savons que le ministre de l'Intérieur, son directeur de cabinet et le nouveau directeur de la DRCPN ont la volonté de déverrouiller la situation et de rattraper les nombreux retards accumulés depuis des mois en lien avec la DGAFP. Enfin notre décret statutaire modifié a été transmis au Conseil d'État ! « On ne peut pas rattraper le temps perdu, mais on peut arrêter de perdre son temps » écrivait Jennifer Lawrence, voilà qui doit trouver à s'appliquer désormais.

Que de temps perdu également depuis la publication de notre rapport sur l'évolution du corps en 2020 pour répondre aux défis générationnel et géographique du corps des officiers !

Pour relever ces défis, le SCSJ a proposé des mesures concrètes pour faciliter les mobilités géogra-

phiques des cadres, favoriser une meilleure intégration des nouveaux officiers tout en prenant mieux en compte l'expérience et les compétences des plus anciens. À la suite de notre demande écrite auprès du DRCPN, un cycle de négociation va enfin se mettre en place au mois d'avril pour tirer les conséquences de l'évolution démographique de notre corps, dégager des solutions pour y répondre et intégrer les mesures catégorielles prévues dans le cadre de la LOPMI. Nous proposons pour améliorer les parcours professionnels des officiers, quel que soit leur âge ou leur lieu d'affectation, de réviser les règles statutaires concernant l'avancement ainsi que les règles de gestion et la nomenclature pour répondre aux besoins opérationnels des services, fluidifier les mobilités des officiers et améliorer les parcours de carrière. Le temps moyen de passage au deuxième grade doit rapidement raccourcir et s'aligner sur les autres corps du ministère, c'est une priorité ! Le SCSJ revendique également une augmentation du nombre d'échelons spéciaux pour ralentir les départs en retraite.

Pour mener à bien ces chantiers et l'ensemble de la réforme de la police qui est engagée, la création d'une « task force RH » est indispensable.

Concernant cette réforme « DDPN », source d'inquiétudes légitimes, le SCSJ a appelé le ministre à prendre en compte nos analyses et à inclure nos propositions dans le processus de réorganisation en cours pour la rendre plus efficace et plus juste. Nous lui avons soumis plusieurs propositions d'amendements pour répondre à ce défi et aux attentes des personnels, notamment en ce qui concerne l'organisation territoriale de la police avec la nécessaire prise en compte d'un échelon régional ou interdépartemental, la mise en œuvre de vraies doctrines, la juxtaposition des services d'investigation de SP et PJ actuels, des garanties financières concernant le budget des filières et des mesures de protection pour les personnels.

Aujourd'hui, ce chantier pharaonique est en marche : un dialogue social permanent et constructif est impératif pour répondre à de nombreuses questions toujours en suspens et faire face aux difficultés rencontrées.

À l'heure où j'écris ces lignes, comment ne pas conclure enfin en évoquant la réforme des retraites qui concerne tous les Français. Cette triste séquence illustre une nouvelle fois le manque dramatique d'écoute des partenaires sociaux

conduisant la France dans une crise sociale majeure où les policiers se trouvent encore en première ligne. Je pense aujourd'hui à tous nos collègues engagés lors des différents maintiens de l'ordre qui ont subi une vague de violence d'une rare intensité. Je souhaite un prompt rétablis-

sement à tous nos collègues blessés. La CFDT se bat contre ce projet brutal et injuste et le SCSI s'est mobilisé dans toutes les manifestations. Au ministère de l'Intérieur, nous avons proposé des évolutions touchant le cumul emploi-retraite, l'alignement des bonifications Outre-

mer avec la gendarmerie, la portabilité des droits et le déplaçonnement de la bonification quinquennale. Le temps de la médiation doit s'engager et les partenaires sociaux devront être enfin écoutés pour sortir de cette situation délétère !

Sommaire

POLICE NOUVELLE

Commission paritaire : 0527 S 05555
ISSN 1961-9294

Tirage : 6 250 exemplaires

Abonnement annuel : 10 € - Prix au numéro : 3 €

Directeur de la publication : Christophe ROUGET

Rédacteur en chef : Christophe ROUGET

Maquette, réalisation, impression :

Compédit Beauregard

Z.I. Beauregard - BP 39 - 61600 La Ferté-Macé

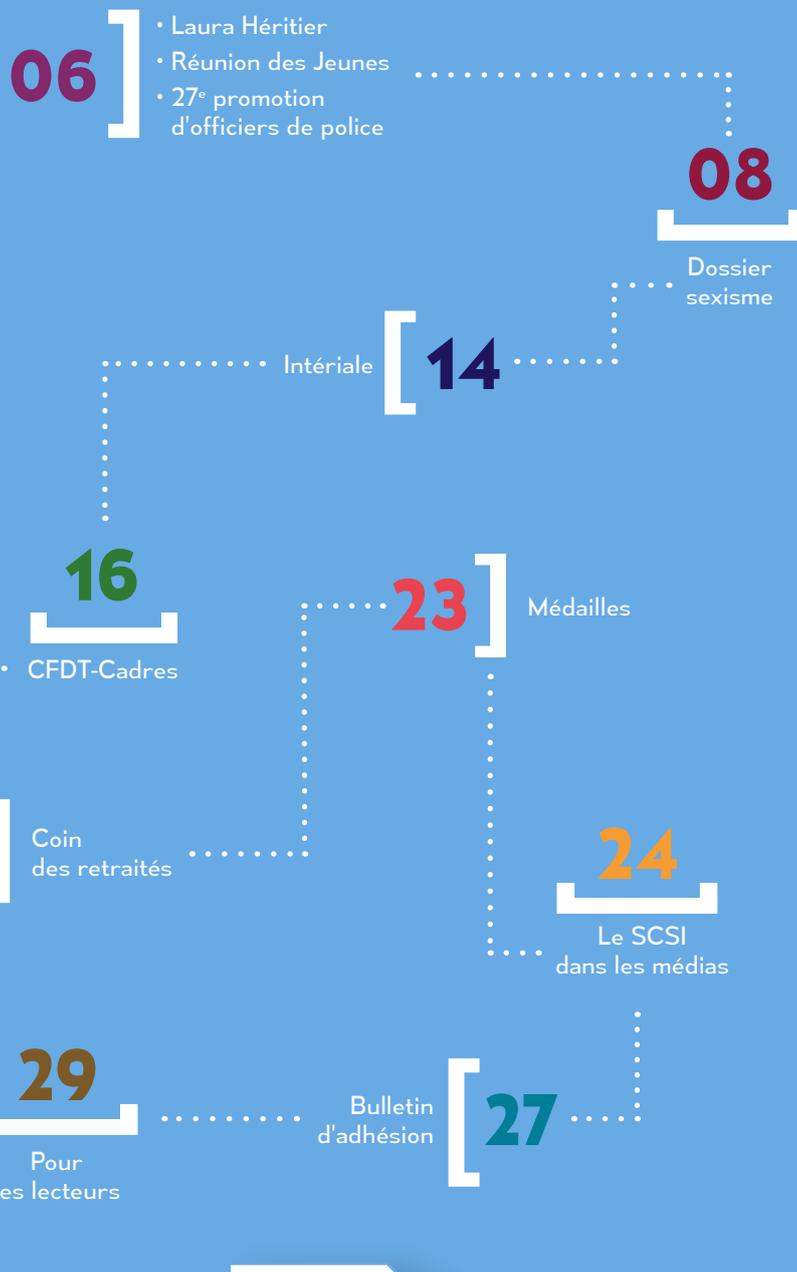
Crédits photos : SCSI - Adobe Stock

SCSI - SYNDICAT DES CADRES DE LA SÉCURITÉ INTÉRIÈRE

55, rue de Lyon - 75012 Paris

Tél. : 01 44 67 83 30

Mail : secretariat@scsi-pn.fr

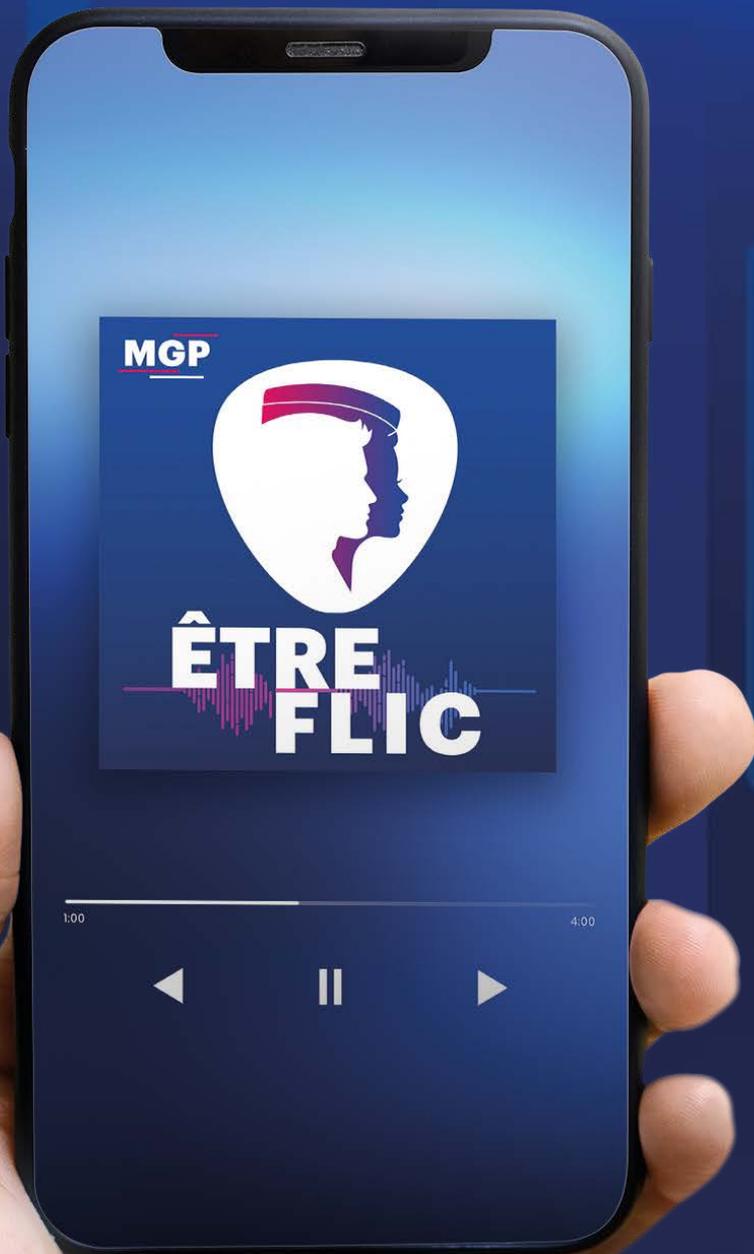


MGP

LA MUTUELLE DES FORCES DE SÉCURITÉ



DÉJÀ PLUS
DE 20 000
ÉCOUTES !



La MGP présente :

ÊTRE FLIC

“ Le podcast d’un
policier à la rencontre
d’autres policiers ”



Scannez le QRcode pour écouter
les premiers épisodes sur
la plateforme de votre choix.



Laura Héritier



La vie d'une jeune lieutenant de police issue de la 26^e promotion peut être très intense et exigeante, surtout lorsque Laura choisit comme première affectation, le poste d'adjoint au chef de la sûreté urbaine de Saint-Quentin, dans le département de l'Aisne.

Après des études de droit, s'ensuit une scolarité à l'ENSP de Cannes-Écluse, puis cette première affectation, où Laura, en poste depuis un peu plus d'un an, et en raison du départ à la retraite du commandant gérant ce service, a eu l'opportunité de travailler en assumant l'intérim pendant cinq mois, du poste de chef de cette unité en plus de son poste d'adjoint. Cette expérience lui a permis de gagner en autonomie et de prendre davantage de responsabilités au sein de l'unité.

La première mission qui attendait notre jeune officier était de maintenir et de reconstruire un service judiciaire en souffrance d'une trentaine de personnes. Dans cette tâche loin d'être facile, Laura a fait preuve de détermination, de patience et d'une grande capacité d'adaptation pour réussir cette mission. Elle a su se faire respecter

par son équipe, mettre en avant sa vision et atteindre les objectifs fixés.

Malgré la difficulté de la tâche qui lui était confiée, notre jeune lieutenant a su garder le cap et faire face aux nombreux défis qui se sont présentés à elle. Elle a appris à gérer, encadrer et commander des effectifs, tout en restant à l'écoute de ses collègues.

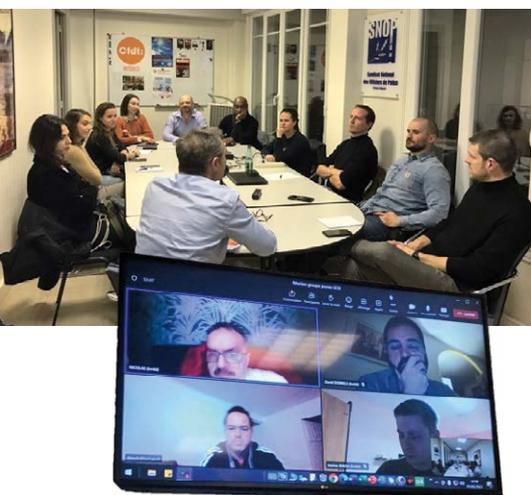
Comme affaire criminelle marquante, Laura se souvient d'une procédure d'enlèvement en bande organisée dont l'auteur venait des Bouches-du-Rhône, et où elle a pu collaborer avec la police judiciaire et les services de la BRI.

Depuis son arrivée à Saint-Quentin, l'expérience de notre jeune lieutenant a été riche en enseignements et en défis.

Ce poste lui a permis de se forger un caractère solide, de se positionner comme une leader capable de régir et de commander des effectifs avec assurance et professionnalisme et d'acquérir une connaissance du terrain très rapidement.

Il est indubitable que ce parcours sera bénéfique à Laura pour la suite de sa carrière, où elle sera amenée à intégrer d'autres services.

Ce poste lui a permis de se forger un caractère solide, de se positionner comme une leader capable de gérer et de commander des effectifs avec assurance et professionnalisme et d'acquérir une connaissance du terrain très rapidement.



Réunion des Jeunes

Le 1^{er} février dernier, le groupe Jeunes s'est réuni au bureau national. Différentes questions ont été abordées sur l'avenir du corps de commandement, telles que l'évolution des nomenclatures, l'avancement, les problèmes du stockage des armes individuelles sur le site de Cannes-Écluse et celui du transport. Un point a été fait sur les avancées obtenues et le travail restant à accomplir.

Lors de cette réunion sans filtres sur la communication, le travail en équipe ou encore le binôme, Christophe Rouget a exprimé son souhait de voir émerger dans chaque zone une déclinaison de ce groupe Jeunes afin de mieux appréhender les interrogations des futures générations d'officiers.



27^e promotion d'officiers de police

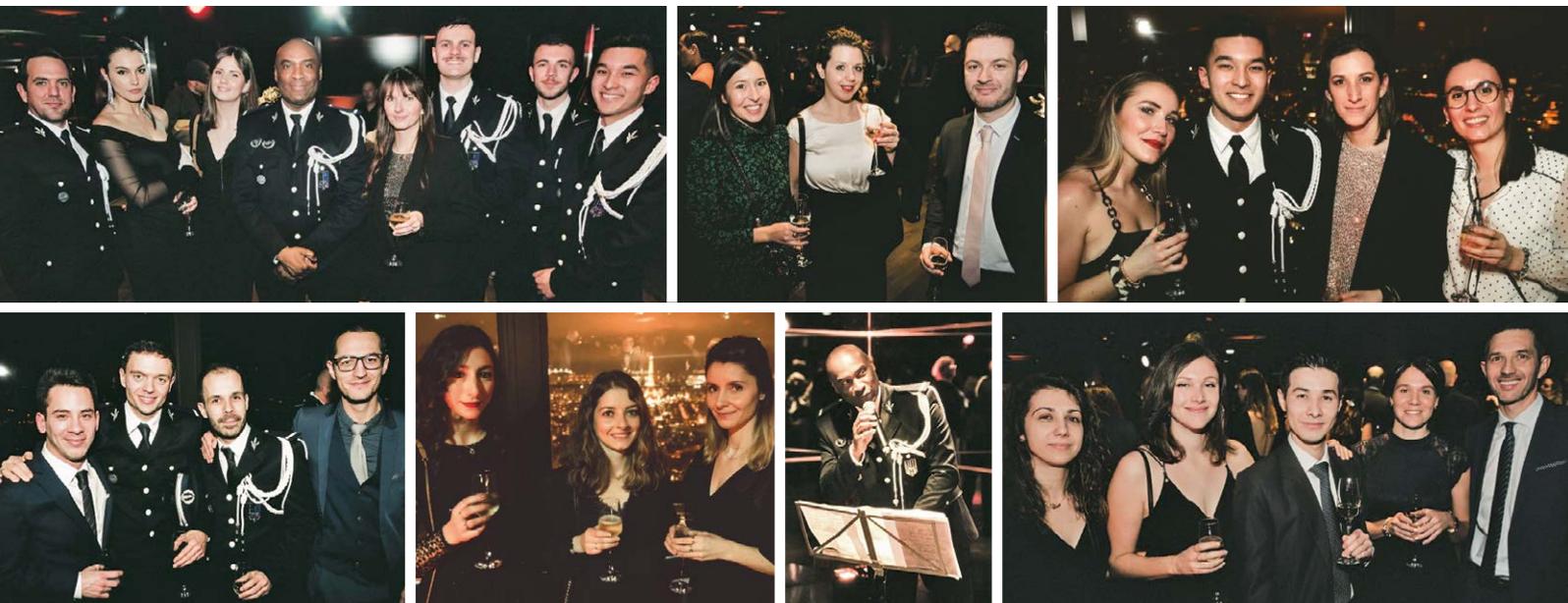
Le vendredi 23 février 2023 avait lieu à Cannes-Écluse, la cérémonie de sortie de la 27^e promotion d'officiers de la Police. Marquée par le déplacement de **Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, qui a rappelé lors de son discours le rôle majeur des officiers de police. Événement important dans la vie d'un policier, cette promotion à l'éponyme d'Éric Masson, refermait sa scolarité par un gala, avant l'entrée dans la vie active.**

La tour Montparnasse recevait le gala de la 27^e promotion d'officiers de Police, cet événement très attendu marque la fin de leur scolarité et leur arrivée dans le monde professionnel.

Le directeur général de la Police nationale a ouvert la soirée en les saluant et en les félicitant pour leur

travail et leur engagement tout au long de leur formation. Il a également souligné l'importance du rôle de la police dans la société et a rappelé la nécessité pour les officiers de rester fidèles aux valeurs de celle-ci. Le gala était l'occasion de célébrer l'aboutissement de leur cursus, leur choix de poste et de se retrouver une dernière fois

avant de rejoindre leur première affectation. L'ambiance était festive et conviviale. Les invités ont été impressionnés par la vue imprenable sur Paris depuis le sommet de la tour Montparnasse. La « ville lumière » était éclairée de mille feux et les jeunes officiers en ont profité pour immortaliser ce moment en prenant de nombreuses photos.





[Christophe MIETTE |
Secrétaire national]

Vivre le sexisme au quotidien au sein de la Police nationale

Voici quelques données brutes qui doivent nous faire réfléchir :

93 % de la population constate des inégalités de traitement entre hommes et femmes.

Seul un Français sur cinq estime que le monde professionnel est égalitaire.

Les femmes ne représentant que **36 %** du temps de parole dans les médias.

80 % des femmes ont la sensation d'avoir déjà été victimes de sexisme.

41 % des jeunes femmes déclarent avoir vécu des situations inégalitaires à l'école ou durant leurs études.

Quatre jeunes femmes sur cinq considèrent qu'il est difficile d'être une femme dans la société actuelle.

Plus d'un tiers des femmes ont vécu une « situation de non-consentement ».

15 % des femmes ont déjà subi des coups portés par leur partenaire ou ex-partenaire.

23 % des jeunes hommes considèrent qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter.

Neuf femmes sur dix adoptent des « conduites d'évitement » pour prévenir des actes sexistes.

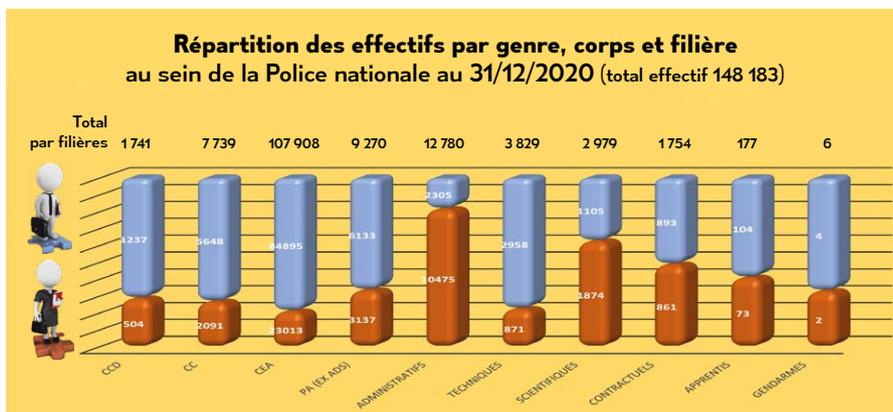
Moins d'un Français sur deux considère problématique qu'une femme cuisine tous les jours.

14 % des Français n'ont jamais entendu parler de #MeToo.

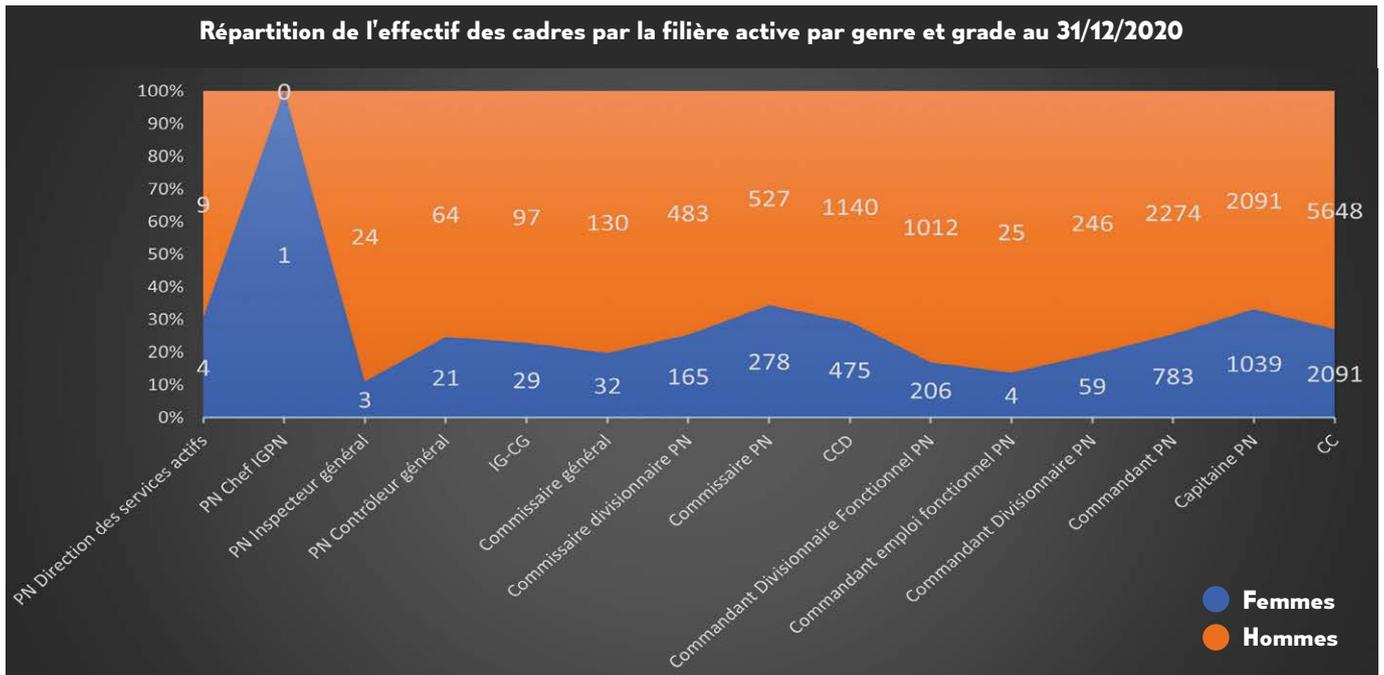
Alors que le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) vient de publier son « Baromètre Sexisme 2023 », il estime que « La situation est alarmante », malgré des « avancées incontestables en matière de droits de femmes », et constate que le sexisme ne recule pas dans la société française. Pire, « certaines de ses manifestations les plus violentes s'aggravent », notamment chez les plus jeunes.

Au sein de notre institution, quelques chiffres et statistiques

Le SCSI-CFDT, fidèle à son travail d'analyses, a consulté le Rapport Social Unique 2020 que vient de faire paraître le ministère de l'Intérieur et celui du HCE afin de vous fournir une photographie de la situation au sein de la Police nationale.

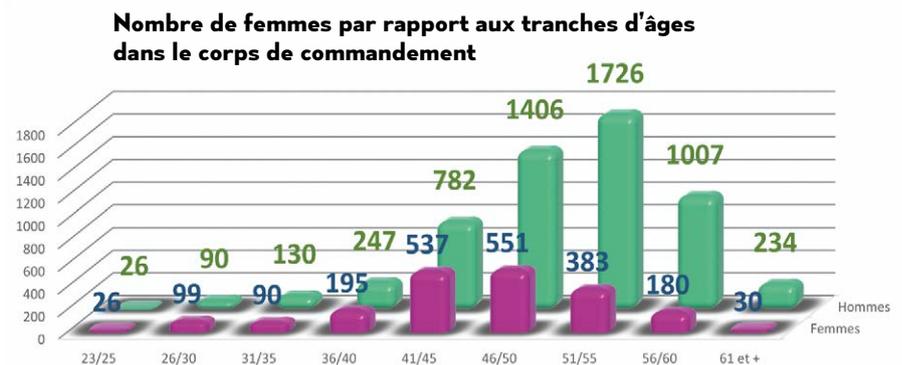


Par rapport à 2019, la part des femmes est stable en s'établissant à 29 % des effectifs globaux. Elles demeurent majoritaires parmi les PATS (65,8 % tous corps confondus), en particulier chez les administratifs (82 %) et les scientifiques (62,9 %). La hausse du nombre de femmes dans les corps actifs se poursuit avec une progression de +0,8 point pour le CC et pour les ADS, de +0,4 point dans le CCD, +0,3 point pour le CEA. Il est clair que le ministère de l'Intérieur peut mieux faire en la matière et notamment au regard des dernières statistiques démographiques indiquant que la part des femmes au sein de la population française de 2004 à 2022 a augmenté de façon régulière. En 2022, on dénombrait environ **35,02 millions de femmes**, pour une **France qui compte 68 millions d'habitants** (65,8 millions en France métropolitaine et 2,2 millions dans les cinq départements d'Outre-mer).



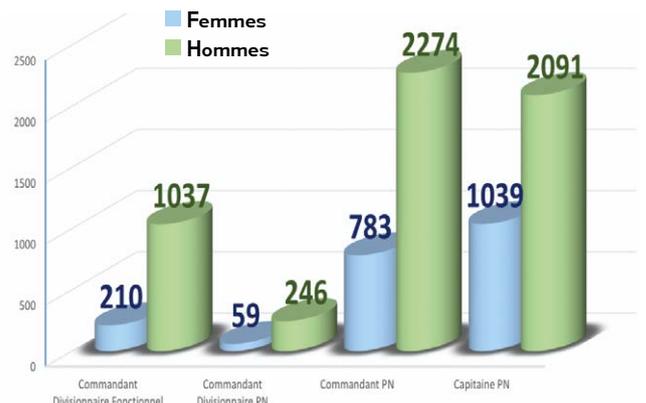
Cadres Femmes 27 %
Cadres Hommes 73 %

Concernant les cadres actifs de la Police nationale, le pourcentage de femmes s'établit à 27 %, là encore des progrès restent à faire, afin de mieux définir les carrières des *femmes cadres* en tenant compte des congés maternité, tiers-temps, etc. comme dans les autres secteurs de l'administration, et même s'il y a du mieux, la Police nationale n'échappe pas à ce faible taux.



L'observation des différentes tranches d'âges composant le corps de commandement fait ressortir un taux de féminisation plus important dans la tranche d'âges des 25/45 ans que dans les autres tranches. Faisant jeu égal avec le corps de conception et de direction, avec 27 % d'officiers féminines, nos corps de cadres se distinguent de l'effectif global actif de la PN, qui compte 22,7 % de femmes dans ses rangs. Lorsque nous observons en détail le taux de féminisation de notre corps, nous constatons que celui-ci décline au fur et à mesure des avancements (passant de 33,19 % pour les capitaines à 17,33 % pour les deux grades sommitaux).

Nombre de femmes par rapport aux grades dans le corps de commandement





Quels progrès pour l'égalité Femme-Homme ?

La journée internationale des droits des femmes, fixé au 8 mars, a été proclamée par l'Organisation des Nations Unies en 1975 pour rappeler l'importance de l'égalité des sexes.

« La société française reste très sexiste »

La parité femmes-hommes est l'égalité dans tous les domaines, y compris la participation politique, économique et sociale. Cela implique l'égalité des chances et des droits pour les femmes et les hommes, ainsi que la reconnaissance de leurs contributions et de leur valeur. Cette lutte pour l'égalité des sexes est un mouvement qui se doit d'être continu et qui vise à mettre fin à la discrimination et à l'inégalité envers les femmes.

Pour résumer le constat du 5^e rapport annuel sur l'état des lieux du sexisme en France publié en janvier par le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) entre les femmes et les hommes, la société française reste très sexiste. « Les femmes restent inégalement traitées par rapport aux hommes, et elles restent victimes d'actes et de propos sexistes dans des pro-

portions importantes », malgré le mouvement #MeToo, le HCE évoque même une « situation alarmante ». Les clichés sexistes, situations de sexisme au quotidien et violences envers les femmes perdurent, malgré les mesures mises en place par les pouvoirs publics, « qui ne sont pas jugés à la hauteur des enjeux sur ces questions », selon les résultats du baromètre.

Voici les principaux points à retenir :

1. Un monde professionnel très compliqué pour les femmes

Voies professionnelles difficiles d'accès, précarité, discrimination, etc. « l'inégalité entre les hommes et les femmes persiste dans le milieu professionnel », selon le HCE. **Seules 20 % des personnes interviewées estiment que les femmes et les hommes sont égaux dans le monde du travail.** Certaines filières, notamment numériques et scientifiques,

sont plus difficiles d'accès pour les femmes. Elles sont également plus nombreuses dans les métiers précaires. 37 % des femmes interrogées affirment avoir aussi vécu des discriminations sexistes dans leurs choix d'orientation professionnels.

2. Les violences physiques, sexuelles et psychologiques existent dans des « proportions alarmantes »

Violences sexuelles, harcèlement, emprise psychologique de la part d'un conjoint... 37 % des Françaises interrogées ont déjà vécu une situation de non-consentement, et 14 % ont déjà subi un « acte sexuel imposé », c'est-à-dire une agression sexuelle ou un viol.

3. Les femmes adoptent des « conduites d'évitement » afin de se prémunir de propos ou de situations sexistes

Tenues vestimentaires, sorties, discussions, etc. D'après cette étude,

9 femmes sur 10 « anticipent les actes et propos sexistes des hommes et adoptent des conduites d'évitement pour ne pas les subir ». Dans l'espace public, 52 % affirment qu'elles renoncent à s'habiller comme elles le souhaiteraient, et 80 % des femmes interrogées assurent qu'elles ont peur de rentrer seules le soir.

4. Les clichés sur la « masculinité » perdurent chez les jeunes hommes

Parmi les hommes de moins de 35 ans, les clichés « masculinistes » restent très présents (se vanter de ses exploits sexuels pour être estimé dans la société, être violent pour se faire respecter, etc.), et plus inquié-

tant encore 16 % des hommes continuent de penser que les femmes agressées sexuellement sont en partie responsables de la situation.

5. Les dispositifs mis en place pour lutter contre le sexisme sont « globalement perçus comme inopérants »

Le HCE pointe que « les pouvoirs publics ne sont pas jugés à la hauteur des enjeux sur ces questions », et seulement 30 % de la population sondée considère que le gouvernement est un acteur de confiance, ce chiffre passant à 37 % qui font confiance à la justice pour lutter contre des actes ou des propos sexistes. De manière plus globale, « l'action des pouvoirs publics est

jugée efficace par à peine plus d'un quart (27 %) de la population française ».

6. Les recommandations du Haut Conseil à l'Égalité pour lutter contre le sexisme

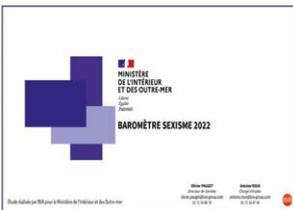
Face à ce constat, le HCE propose une série de recommandations « qui s'attaquent à la fois aux mentalités et à leurs effets délétères, et qui proposent des pistes d'amélioration pour des pouvoirs publics plus performants », comme plus de protection pour les femmes, en milieu scolaire, en politique et, dans le monde professionnel, un meilleur accueil des victimes, des formations de tous les professionnels.

« Le sexisme, on ne sait pas toujours comment ça commence, mais on sait comment ça se termine... »



Victime ou témoin de violences sexistes et sexuelles, il existe un numéro anonyme et gratuit.

ArrêtonsLesViolences.gouv.fr



LE BAROMÈTRE des violences sexistes et sexuelles au travail

ENVIRONNEMENT SEXISTE

- Egalité professionnelle F/H respectée
- Travail en confiance
- Reconnaissance du travail indépendamment du genre
- Respect du pronom (elle/il) et du prénom d'usage
- Remarques constructives en lien avec le cadre du travail
- Respect du refus de relations extra-professionnelles
- Propos ou blagues sexistes et/ou LGBTphobes
- Commentaires sur l'apparence
- Opinions et projets dénigrés en raison du sexe et/ou du genre
- Octroi de surnoms
- Evocation de sexualité et/ou d'intimité
- Intrusion dans la vie privée
- Mécontentement après refus de s'immiscer dans la vie privée
- Rumeurs diffusées sur la personne
- Recherche systématique d'être seul(e) avec la personne
- Offre de cadeaux sans consentement
- Regard insistant ou geste déplacé portant atteinte à la personne
- Envoi de SMS ou courriels à connotation sexuelle sans accord
- Diffusion ou promotion d'images à caractère érotique et/ou pornographique
- Non respect du refus de relations extra-professionnelles
- Demande d'un acte sexuel
- Hostilités ou menaces professionnelles liées au refus d'un acte sexuel
- Atteinte à l'intégrité physique (se froter, attoucher...)
- Pénétration

AGRESSION SEXUELLE VIOL

Sexisme, pas notre genre !

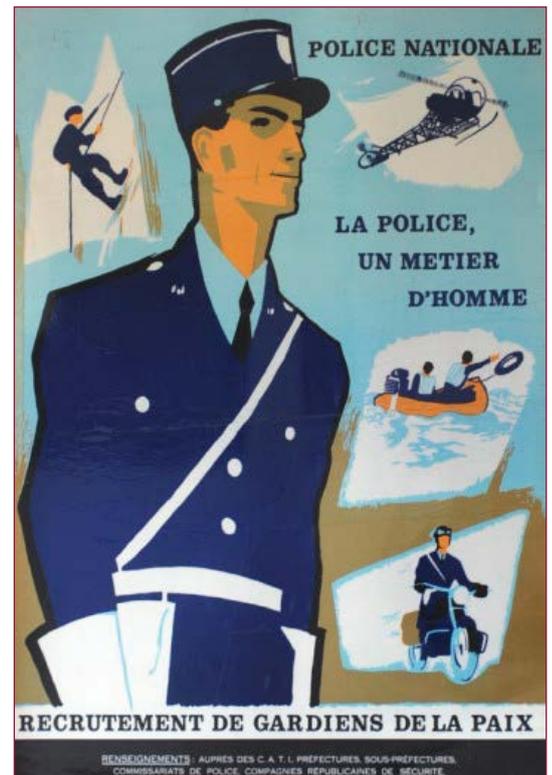
Les violences sexuelles et sexistes sont passibles de sanctions disciplinaires et pénales.

Si vous êtes victime ou témoin de violences sexistes ou sexuelles, vous pouvez demander de l'aide à :

- Votre hiérarchie
- La cellule Allo Discr pour les agents du Secrétariat Général : 01 80 15 33 00 ou à cellule-allo-discr@interieur.gouv.fr
- Mais aussi d'autres acteurs internes comme la médecine de prévention, le service social ministériel, les représentants du personnel ou les référents d'Égalité-Diversité.
- La plateforme Pros Consulte au 0800 738 314 est disponible 24h/24 et 7J/7 si vous souhaitez échanger.

Les ressources : Site du ministère de l'intérieur et des Outre-mer / Égalité-Diversité : <https://egalite-diversite.interieur.adef.gouv.fr/>

DRH actionsassociées





[Natacha OGNIER |
Secrétaire nationale]

Rencontre avec **Caroline Granier,** auteure engagée

Natacha Ognier (N.O.) :

« C'est dans les locaux de la CFDT-cadres que j'ai eu le plaisir de rencontrer et de discuter avec Caroline Granier. Ses convictions, ses ouvrages, m'ont donné envie d'en apprendre un peu plus sur elle et de vous les faire partager. »

N.O. : Pouvez-vous nous parler de vous et de votre parcours ?

Caroline Granier (C.G.) : « Je suis normalienne, agrégée et docteure en lettres modernes. J'ai suivi ces études pour devenir enseignante. J'exerce aujourd'hui en lycée. J'ai toujours aimé la littérature réaliste et populaire qui véhicule à mon sens des idées, et qui questionne.

Je me suis plus particulièrement intéressée à la question de l'accès des femmes à la violence et en particulier à la violence légale. D'un point de vue historique, le fait que les femmes aient accès aux armes est un tournant. Pendant très longtemps, elles ont été exclues des institutions policières et de la vie politique, c'est-à-dire de la citoyenneté ».

N.O. : Pourquoi les femmes, et plus précisément les héroïnes de romans policiers, sont au cœur de vos deux ouvrages ?

C.G. : « Durant mes études ma conscience féministe s'est développée, j'ai commencé à porter un nouveau regard sur les romans policiers que, déjà, j'aimais lire.

Je me sentais gênée par le nombre de femmes victimes de violences parfois extrêmes auxquelles j'avais de temps à autre tendance à m'identifier, et je regrettais que les personnages d'enquêteurs qui venaient rétablir l'ordre, soient, le plus souvent, masculins.

C'était dans les années 2000 et j'ai commencé à partir à la recherche de modèles alternatifs. J'ai découvert un nouveau domaine : les romans policiers féministes. De là a germé l'idée d'en écrire un livre pour les faire connaître. Mon premier essai (*À armes égales*) analyse le genre du roman policier sous le prisme du féminisme ».

N.O. : Quel regard portez-vous sur la femme aujourd'hui et sur sa place dans la société ?

C.G. : « Je suis devenue accro à ces romans qui mettent en scène des héroïnes, c'est-à-dire des personnages de détectives, qui ont le premier rôle dans l'intrigue et qui se battent pour l'égalité.

Dans mon ouvrage « En quête d'héroïne », j'ai sélectionné 101 enquêtrices (parmi lesquelles la moitié sont des policières). Ces 101 portraits reflètent la diversité de ces personnages.

J'y vois plusieurs manières d'être féministe aujourd'hui dans notre société. Pour moi il est clair que le roman noir, le roman policier, est comme un miroir grossissant de notre société et illustre les problématiques qui se posent aux femmes actuellement. Ces personnages dénoncent par exemple les violences envers les femmes, les normes de beauté, les inégalités dans la sphère publique, et se battent pour vivre comme elles l'entendent et pour se faire respecter.

J'aime ces romans car ces femmes sont des modèles qui m'inspirent.

Je me suis amusée à mener une sorte d'enquête sociologique : je traite chaque héroïne comme s'il s'agissait d'un personnage réel, la questionnant sur ses goûts, ses rêves, ses désirs, et en y ajoutant une courte citation, comme pour l'exemple du personnage de Noria Ghozali, créée par Dominique Manotti que je cite dans mon ouvrage :

• cette jeune femme est en révolte contre sa famille d'origine algérienne, c'est la seule femme maghrébine travaillant sur le 19^e arrondissement de Paris qui doit lutter et se battre pour s'imposer dans son équipe. « Enquêteur de police... Un travail stable. Plus que ça, une carte, une place dans la vie, un rôle à jouer, du côté de la loi, du côté de la force ».

N.O. : Auriez-vous aimé être l'une de ces héroïnes ?

C.G. : *J'aurais aimé être toutes ces héroïnes ! Impossible pour moi d'en choisir une plus qu'une autre.*

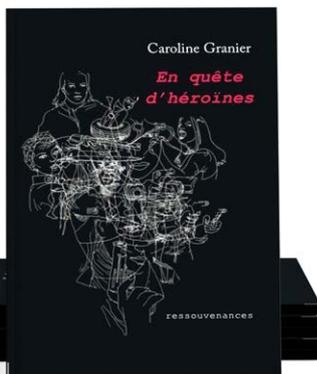
Il y a celles qui portent des talons hauts et celles qui refusent de se maquiller, celles qui boivent plus que de raison et celles qui veulent garder le contrôle, les célibataires endurcies et les mères louves, celles qui se méfient du pouvoir et celles qui en abusent, etc.

Chacune à sa manière vient nous inciter à nous questionner sur ce qu'est être une femme. Il est à mon sens impossible d'en donner une définition figée.



Caroline Granier

- **Les deux ouvrages de Caroline Granier** peuvent être commandés en librairie ou sur le site de l'éditeur (Ressouvenances).
- **Son blog :** <https://vive-les-polars-feministes.over-blog.com/>

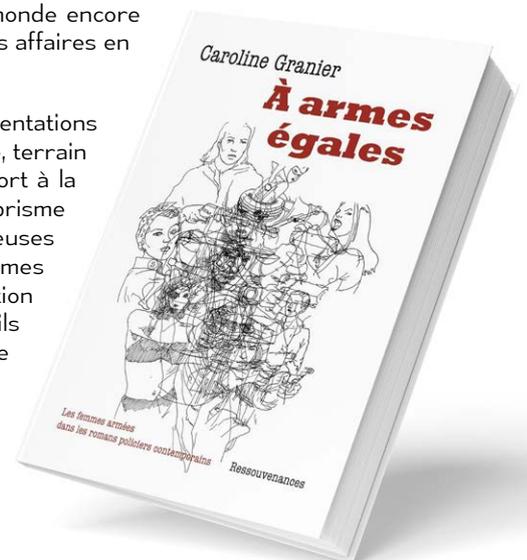


Longtemps, le polar a été un genre essentiellement masculin, avec son héros détective venant secourir des femmes trop souvent assignées aux rôles de victimes. Mais le genre évolue : miroir de la société, il compte à présent de nombreux personnages de femmes enquêtrices, des femmes qui remettent en question les rôles genrés et auxquels les lectrices peuvent s'identifier. Et qui se battent à armes égales avec les hommes.

Cet ouvrage propose un aperçu de ces polars contemporains, en présentant cent une enquêtrices. Chaque entrée, accompagnée d'un extrait, dessine un profil en résonance avec la société actuelle et les enjeux féministes. Non exhaustif et volontairement partial, il se veut un guide pratique pour les lectrices et les lecteurs. Vous êtes en manque d'héroïnes ? Ce livre est pour vous.

Les enquêtrices dans les polars... Les figures de fliquesses, de privées, de journalistes d'investigation, d'inspectrices sont de plus en plus nombreuses. Cérébrales, fonceuses, intuitives ou rationnelles, épanouies ou névrosées. Célibataires ou en couple, avec ou sans enfants. Qu'ont-elles en commun ? Un désir d'aventures et une soif de liberté sans limites. Attention : elles sont souvent armées... combattives en tout cas. Car leur place dans un monde encore dominé par les hommes n'est pas acquise. Alors elles agissent et prennent leurs affaires en main : et si elles nous montraient la voie ?

Le polar, univers longtemps conditionné par les hommes et des représentations phalocrates, se féminise. Il constitue ainsi un miroir grossissant de notre société, terrain privilégié pour l'étude des rapports sociaux entre les sexes, et aussi du rapport à la violence. Cet ouvrage interroge ces représentations littéraires à travers le prisme du féminisme. Analysant un important corpus de romans, décrivant de nombreuses héroïnes différentes, il contribue à une réflexion sur la condition des femmes dans la société actuelle. Il témoigne d'interrogations sous-jacentes : l'affirmation doit-elle être identification aux anciens codes de domination ? Ceux-ci sont-ils spécifiquement masculins ? En s'emparant des attributs traditionnels d'une condition masculine déterminée, des femmes les érodent-elles ou, au risque de ne pouvoir s'en affranchir, les répètent-elles ? La violence peut-elle être un outil d'émancipation féministe ?





[Gilles BACHELIER |
Président d'Intériale]

Gilles Bachelier, président d'Intériale

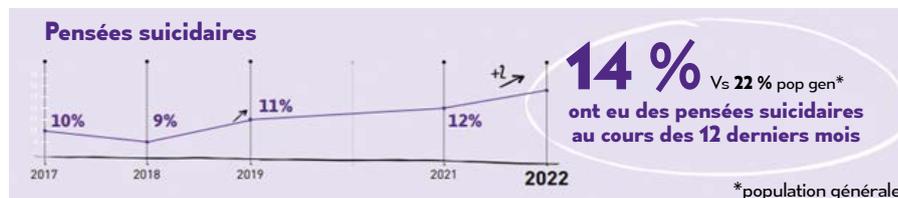
Interviewé par Christophe Miette

Christophe Miette : « **Bonjour Gilles Bachelier, je rappelle à nos lecteurs que vous êtes le président de la mutuelle Intériale. Au mois de décembre 2022, lors du prix de mémoire du Continuum Lab (Think Tank des métiers de la sécurité et de la justice récompensant des mémoires de Master 2 universitaires dans le domaine de la sécurité intérieure et de la justice créé à l'initiative de votre mutuelle) nous avons eu l'occasion d'échanger sur vos actions concernant la prévention et la lutte contre le suicide. Pouvez-vous en dire plus ?** »

Gilles Bachelier : « Nous avons fait le choix de nous différencier de nos concurrents et d'investir dans la prévention, de façon à pouvoir accompagner les policiers autrement que par de simples remboursements. Cela fait huit ans que nous avons mis en place des "baromètres santé", afin d'interroger les populations que l'on protège. Cela nous permet aujourd'hui d'avoir une connaissance très fine des besoins des forces de l'ordre et de les comparer à ceux des personnels de l'administration centrale, des magistrats, de la pénitentiaire, de la fonction publique territoriale, des étudiants, etc. et in fine à ceux des Français. Au niveau du suicide, il convient de tempérer un petit peu les faits, bien qu'il y ait toujours trop de suicides parmi les policiers, on reste dans les chiffres de la moyenne nationale (chiffres du 8^e baromètre santé et prévention résultats 2022) ».

Des pensées suicidaires en hausse mais des agents mentalement plus robustes que la population générale

3 % en lien avec la vie professionnelle vs 4 % pop gen*	2 % en lien avec la vie personnelle vs 7 % pop gen*	9 % en lien avec le cumul de la vie professionnelle et la vie personnelle vs 10 % pop gen*
--	--	---



« Cela étant un policier qui se suicide est un collègue de trop qui disparaît. C'est pour cette raison que nous avons souhaité aller au-delà de la prévention, et que nous avons mis en place depuis des années, à la suite de nos accords avec le ministère de l'Intérieur, les JPS, les "Journées Prévention Santé", qui sont des journées thématiques discutées au préalable avec l'administration. On a maintenant le retour depuis deux ans, et l'on sait que nous avons permis, à un grand nombre de policiers, de changer de comportements et de modifier leurs attitudes. On peut mesurer l'impact de ces journées et nous avons de bons retours côté ministère. Nous en sommes satisfaits car nous finançons ces opérations sur nos fonds propres, et la contrepartie est de savoir que des collègues en profitent et prennent soin de leur santé. Ces journées de prévention sont sur du court-terme mais nous avons souhaité aller beaucoup plus loin, jusqu'à créer il y a un peu moins de deux ans maintenant une mutuelle dédiée à la prévention, qui est le seul modèle mutualiste en France, sous cette forme, qui s'autofinance, c'est-à-dire que l'ensemble des adhérents cotisent 90 centimes d'euro par mois pour eux et leur famille. Dans cette mutuelle, nous avons trois programmes spécifiques contenant la préservation du capital santé (risques psychosociaux, sommeil, nutrition, etc.), les Affections de Longue Durée (ALD) avec des programmes d'accompagnement en plus des prescriptions médicales, et une plateforme d'écoute, en formant des infirmières et infirmiers au coaching motivationnel. C'est-à-dire quand un adhérent appelle pour une problématique, un certain nombre de questions lui sont posées, comme la maïeutique de Socrate par exemple, afin d'avoir une vision à 360° de l'état de santé tant physique que psychique de la personne. Ensuite il y a un accompagnement direct par les infirmières, ou une orientation vers des spécialistes dont c'est le métier. Depuis un peu plus d'un an, date de la mise en place de cette plateforme, nous avons des retours avec un certain nombre de policiers suivis. Il faut savoir que cette structure se veut une bulle de confidentialité, c'est là où l'on revient sur la problématique du suicide ; en effet, même si l'administration a essayé de mettre en place des procédures, depuis un certain temps, les policiers estiment que ce n'est pas assez cloisonné et malgré les efforts du SSPO, ils y voient un manque de confidentialité car pour eux, le SSPO c'est l'administration. La bulle de confidentialité que nous proposons signifie que même le conjoint de l'agent n'est pas informé des échanges téléphoniques, des visios ou même des courriels que nous pouvons échanger. Nous avons eu des premiers retours, pour nous remercier, car nous leur avons évité de passer à l'acte. Nous sommes très heureux car c'est du concret. Nous essayons de nous positionner comme un tiers de confiance du ministère et nous ne sommes pas là pour faire à sa place, nous sommes là pour proposer des solutions, puisqu'il y a une véritable prise de conscience, notre dispositif se veut "industriel", c'est-à-dire à n'importe quel moment, de tous lieux du territoire, nous avons un dispositif qui est en mesure d'accompagner des forces de l'ordre. Voilà les grands traits de notre "Prévention plurielle", qui contient uniquement des programmes qui ont été validés par un comité scientifique composé d'experts. »

Christophe Miette : « **Merci pour ces précisions et cet échange.** »

Pour plus d'information
sur le Continuum Lab,
je flashe
ou je me rends sur le site
www.continuumlab.fr



LA PRÉVENTION N'EST PLUS UNE OPTION !

- ✓ Pour toute la famille
- ✓ Accessible à tout moment depuis votre Espace Adhérent :
rubrique Prévention plurielle
- ✓ Accompagnement digital et humain



Déjà plus de 500
accompagnements et bilans
prévention réalisés par
notre équipe d'infirmières



➔ **0 805 80 33 33** Service & appel gratuits

Pour les DROM et la Polynésie française,
vous pouvez contacter le **05 49 76 98 75**



[Didier RENDU |
1^{er} Secrétaire général adjoint]

Comité national Cadres des 12 et 13 janvier 2023 : la transition écologique au cœur des débats

Les 12 et 13 janvier derniers, le SCSI-CFDT était convié au Comité national Cadres de la CFDT-Cadres pour échanger sur l'actualité revendicative du moment et découvrir les perspectives pour l'année à venir.



« Les Cadres et la transition écologique » était la thématique centrale du Comité pour cette année, laquelle a donné lieu à des débats nourris et des échanges très riches.

À l'occasion de ce comité, Laurent Dumanche a été élu nouveau secrétaire général de la CFDT-Cadres, succédant ainsi à Laurent Mahieu.



Il a rappelé son souhait, avec l'équipe du secrétariat national de la CFDT-Cadres, « de poursuivre et d'accélérer l'accompagnement des équipes militantes sur le terrain afin d'aider à la syndicalisation des cadres », un enjeu pour toute la CFDT.

Un point a d'ailleurs été fait sur la syndicalisation des cadres, en hausse en 2022. Elle constitue un enjeu important devant faire l'objet d'une forte mobilisation des militants. La CFDT étant de loin, le premier syndicat national de cadres en France.



La délégation CFDT Interco présente au CN 2023.

« Les Cadres et la transition écologique » était la thématique centrale du comité pour cette année.

L'adhésion peut également être révélatrice de sens pour les cadres, et faire unité avec la vie professionnelle.

Concernant l'actualité du moment, les sujets « brûlants » ne manquaient pas :

- La réforme des retraites – injuste et brutale ;
- Le taux d'emploi des seniors qui est très bas (50 % à 55 ans et 40 % à 60 ans) ;
- Le pouvoir d'achat et la rémunération ;
- Le partage de la valeur (dividendes salariés, etc.) ;
- L'assurance chômage – avec les nouvelles règles d'indemnisation que la CFDT continue de dénoncer ;
- La transition écologique, qui est un objet du dialogue social.

Les nombreuses activités revendicatives menées en 2022 ont été évoquées, telles que la quête de sens des cadres, la protection des lanceurs d'alerte, l'augmentation du travail en distanciel, l'accroissement

de la charge mentale des cadres, la monétisation forcée des RTT, les tensions de recrutement, l'emploi des seniors, la réforme de l'assurance chômage percutant les cadres demandeurs d'emploi, l'engagement approfondi de la CFDT-Cadres auprès des cadres de la Fonction publique, l'accompagnement des managers notamment.

Des informations pour le « développement Cadres » ont également été données, notamment à propos d'une boîte à outils développée par la CFDT-Cadres avec un catalogue des outils de « l'action Cadres » envoyé par mail.

Le CREFAC, organisme de formation de la Cfdt Cadres au service des adhérents, militants et structures CFDT, propose par ailleurs :

- Des formations syndicales ;
- Des formations professionnelles ;
- Des projets de formation pour 2023 : la transition écologique juste, l'intelligence artificielle, la conduite de projet...

Pour illustrer le sujet de la transition écologique chez les cadres, un sondage réalisé par l'Institut de données et d'études « Kantar » auprès de 1 000 cadres des secteurs public et privé a donné des éléments sur la prise en compte de cette thématique dans le milieu professionnel.

On peut noter que pour 74 % des cadres, la transition écologique dans l'entreprise est nécessaire et que c'est un élément important pour la satisfaction des attentes des salariés (à 85 %).

Après des débats et des échanges sur les normes européennes, les indicateurs pour définir la transition juste dans les entreprises (norme ESG : environnement/social/gouvernance) et les formations universitaires qui doivent intégrer cette nouvelle donnée pour avoir la capacité d'agir, il semble manifeste que nous vivons aujourd'hui un véritable changement culturel auquel nous sommes tous confrontés, et qui impactera à terme l'ensemble des secteurs d'activité.

Céline Gardel

Depuis 2019, au sein de l'association « Les4pattounes » qu'elle préside, Céline Gardel se bat pour la cause animale. Elle forme les différents acteurs judiciaires, dont des policiers, gendarmes, avocats à agir contre ce fléau.

Cette capitaine de police qui ne se départit jamais de son sourire, aborde des sujets graves, ceux des actes de sévices et de cruauté envers les animaux. Preuve que ce sujet est sensible, le ministre de l'Intérieur vient d'annoncer qu'un policier ou un gendarme sera formé et désigné référent sur les questions des maltraitements animaux dans les 4 000 commissariats de police et brigades de gendarmerie de France.

Récompensée l'an dernier par la médaille de l'Engagement de la Mutuelle des Forces de Sécurité (MGP), cette année Céline, Capitaine émérite dans la cause animale, vient de se voir élue toulousaine de l'année 2023.



Un grand bravo à notre collègue.

Une relève assurée

par Christophe Miette

Depuis le 1^{er} janvier, Florian Gillard est venu compléter en tant que secrétaire zonal adjoint l'équipe SCSI-CFDT Sud. S'occupant plus particulièrement de l'Occitanie, le trio orchestré par Olivier Oudin est, avec Elsa Reverter, une équipe unie et combative au service des officiers de cette vaste zone. Âgé de 43 ans, notre collègue est issu de la 8^e promotion d'officiers de police. Sa première affectation a été celle de chef de secteur de Sceaux-Fontenay-aux-Roses au CSP Châtenay-Malabry. Après un passage à Clamart, en investigation, Florian occupera les fonctions d'adjoint chef USP pour le secteur de la ville du Plessis-Robinson, puis chef SSP, avant de muter dans le Sud, en Occitanie, à la police aux frontières, où il a exercé comme adjoint au chef SPAFA, puis comme chef État-major.

Christophe Miette : « Pourquoi le choix du syndicalisme ? »

Florian Gillard : « Le fil conducteur de chacun de mes postes a toujours été l'humain, qu'il est indispensable d'accorder avec l'exigence de nos missions et de notre engagement professionnel. N'est-ce pas déjà faire du syndicalisme à petit niveau ? En bref, valeurs humaines, engagement, travail d'équipe sont celles que j'ai en commun avec le SCSI-CFDT. »



LADEPECHE.fr

Le 21/02/2023

« Face aux lecteurs de la Dépêche du Midi », la rédaction avait invité Éric Dupont-Moretti, ministre de la Justice afin de débattre avec des lecteurs dont notre secrétaire zonal adjoint Sud Florian Gillard (FG). Florian a rappelé le **formalisme de la procédure pénale qui ne cesse de s'alourdir et qui contribue à l'embolie des services d'enquête, en demandant à monsieur le ministre ce qu'il compte faire pour le simplifier.**

FG : « J'ai trouvé l'échange constructif. Il a parlé du métier des policiers au quotidien. Il y a un enjeu important pour nous sur la simplification de la procédure pénale. Nous serons vigilants là-dessus. On compte peser sur les échanges dans les deux ans à venir. On essaiera de porter la voix des enquêteurs parce que la filière judiciaire est exsangue, en crise, et qu'on a besoin d'être soutenus ».

L'assemblée zonale de l'Ouest

Le 26 janvier 2023, se tenait au Mans, l'assemblée zonale de l'Ouest en présence de notre secrétaire général, Christophe Rouget.

Après les départs annoncés de Julien Le Berre, secrétaire zonal adjoint et d'Alain Loussouarn, trésorier zonal, cette assemblée élitait comme secrétaire zonale adjointe Claudie Papin, déléguée adjointe du 49, en poste à la DTPJ d'Angers, et comme trésorière zonale Patricia Faisant, déléguée du 85, en poste à la CSP de La Roche-sur-Yon.

Des remerciements appuyés étaient adressés à Julien, ayant œuvré comme zonal adjoint durant presque 4 ans, ainsi qu'à Alain, qui a exercé en tant que trésorier zonal pendant plus d'une décennie. Nous leur souhaitons tout le meilleur dans la poursuite de leur carrière.

Claudie Papin est désormais engagée comme permanente pour défendre les officiers de la zone depuis le 1^{er} février 2023. C'est une aventure professionnelle particulière qui s'ouvre à elle, demandant un engagement sans faille afin de porter les valeurs auxquelles nous croyons au SCSJ et dans la défense quotidienne de nos adhérents. À ce titre Claudie peut compter sur toute la confiance des délégués du SCSJ qui l'ont portée à cette fonction et bien sûr de la mienne.



Nouveau délégué du Tarn

Suite à la mutation dans l'Aveyron en décembre dernier de notre déléguée Lydia Bessières, de nouvelles élections ont été organisées dans le Tarn. Le 14 février 2023, notre collègue Sébastien Coels était élu délégué départemental du Tarn (81).

Sébastien exerce actuellement sur la circonscription de sécurité publique d'Albi. Sébastien, merci pour ton investissement.



Réforme des retraites, le SCSl a répondu présent sur l'ensemble du territoire et en Outre-mer...

19 janvier 2023



Allongement et accélération de la durée de cotisation,

31 janvier 2023





recul de la limite d'âge. Pour le SCSI, C'est NON !



7 février 2023



Zone Est Isabelle Kolifrath

Alsacienne d'origine, cette toute jeune commandant divisionnaire honoraire est venue boucler son parcours professionnel sur ses terres, après plusieurs postes à fortes responsabilités en région parisienne. Son dernier poste, en 2020, a été celui de chef de la circonscription de Saint-Dié.

Isabelle a débuté sa carrière en juin 1986 comme agent administratif au commissariat de Strasbourg puis à celui de Montbéliard avant de passer le concours d'officier de police en 1995.

Affectée en sortie d'école à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle en police aux frontières, elle occupa en région parisienne plusieurs postes la menant de Sarcelles à Paris, en passant par Bobigny ou encore Cergy-Pontoise, pour finir son périple en Île-de-France comme adjointe au chef de la CSP de Chelles.

Connue et reconnue, Isabelle a été promue chevalier dans l'Ordre national du mérite en 2008.

Très investie dans la vie associative, elle va pouvoir s'y adonner pleinement dans sa région.

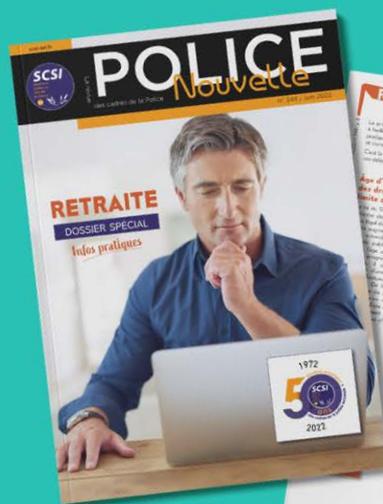
Adhérente de longue date, syndicaliste convaincue, Isabelle va reprendre la section retraitée de la zone Est. Elle est persuadée que les retraités ne peuvent apporter que du plus à notre structure et surtout de l'information aux futurs et jeunes retraités, ainsi que de précieux conseils aux officiers actuellement en fonction.



Merci Isabelle pour ce bel investissement passé et présent.



[Alain MOREL] Secrétaire général adjoint



À voir ou revoir dans le Police Nouvelle 348 de juin 2022, notre dossier « spécial retraite » Infos Pratiques



Médailles de l'Engagement 2023

La MGP récompense 13 actes remarquables de policiers

Forte du succès de la première édition des Médailles de l'Engagement, la MGP, la mutuelle des forces de sécurité, a souhaité cette année encore récompenser les policiers pour leurs actes remarquables réalisés dans l'exercice de leurs fonctions ou hors service.

Lors de la cérémonie qui s'est déroulée le 10 janvier à Paris, au Pavillon Gabriel, en présence de hauts représentants de la Police nationale, 31 policiers de toute la France ont été médaillés pour 13 actes remarquables répartis dans 5 catégories :

**Tendre la main / Changer le regard /
Secourir / Se dépasser /
Protéger à tout prix**

Le jury a retenu les actions en fonction de leur niveau d'engagement, de leur participation au renforcement du lien avec les citoyens, de la mise en valeur des forces de sécurité et du caractère exceptionnel de l'acte. Parmi les policiers médaillés, certains ont sauvé des vies. C'est le cas par exemple dans les quartiers nord de Marseille où des membres de la CRS « autoroutière Provence » sont intervenus dans un immeuble en feu et ont évacué une quarantaine de personnes au péril de leur vie.

À Mayotte, des policiers du GSP nuit (groupe de sécurité de proximité) ont aidé une femme à accoucher en pleine rue, alors même que le bébé se présentait avec le cordon ombilical enroulé autour du cou.

D'autres se sont engagés dans l'associatif : Bruno Pomart, ex-policier du RAID, a fondé Raid Adventure Organisation, une association qui

permet l'insertion des jeunes de cités à la dérive par le sport, l'effort et la rigueur. Maïva Hamadouche, policière et sextuple championne du monde de boxe, donne des cours à des femmes victimes de violences conjugales.

Enfin, les médailles récompensent des initiatives plus insolites mais non moins remarquables. À Cabriès, près de Marseille, deux policiers de la brigade cynotechnique ont créé une maison de retraite pour les chiens policiers. En Occitanie, des policiers déguisés en super héros descendent en rappel le long des hôpitaux pour les enfants malades. Les médaillés ont été très émus de recevoir leur récompense.

Frank, un des CRS qui est intervenu lors de l'incendie dans les quartiers nord de Marseille, témoigne : « **Cette cérémonie est une belle initiative de la MGP car elle met en lumière des actes méritants de policiers dont on ne parle jamais** ». « Le fait d'être mis à l'honneur valorise notre engagement au service de la population et met en lumière également toute notre profession. », explique Dorian qui a sauvé un individu en fuite dans la Seine à Alfortville (94).

Lors de la cérémonie, un prix exceptionnel a été remis dans la catégorie « Protéger à tout prix » aux forces de police françaises en mission à l'étranger. Des membres de la direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS) et

du RAID ont ainsi été distingués pour leur action héroïque à Kaboul. Le 15 août 2021, ils sont intervenus pour évacuer plusieurs dizaines de ressortissants Français, leurs familles et plusieurs centaines d'Afghans lors de la reprise de la capitale par les Talibans. « **Recevoir cette médaille est une immense fierté. Je ressens une émotion particulière de recevoir cette distinction par mes pairs.** », témoigne Mohamed, qui a pu raconter son histoire dans un récit autobiographique. Des médailles pour valoriser le citoyen derrière l'uniforme. Ces dernières années, les policiers ont exercé leur métier dans des conditions particulièrement difficiles : nombreuses manifestations, gilets jaunes, crise sanitaire... autant d'éléments qui ont pu mettre de la distance entre une partie des Français et la police. Cependant, leur engagement dépasse bien souvent le cadre de leurs missions de policiers. Ainsi, ils n'hésitent pas à intervenir lorsqu'il est question de protéger ou de sauver leurs concitoyens, ou de s'engager dans le monde associatif. C'est pourquoi la MGP a décidé de les soutenir en valorisant leurs actes remarquables au cours d'une cérémonie : les Médailles de l'Engagement. « Cette deuxième édition est la concrétisation du défi que nous nous étions lancés l'année dernière : faire des Médailles de l'Engagement un rendez-vous annuel valorisant les actes remarquables des policiers. À travers chaque initiative récompensée, la MGP valorise tous les policiers qui réalisent des actes de bravoure ou de solidarité, incarnant les valeurs citoyennes inhérentes à leur fonction 24h/24. » explique Benoît Briatte, président de la MGP.

Merci de cette belle initiative.



Le SCSi dans les médias

mars 2023 / n° 351 / p. 24

Le SCSi dans les médias



Chaîne Assemblée nationale • 3 janvier 2023
Audition d'Alain Morel et de Christophe Miette par la commission d'information sur la réforme de la police judiciaire



FRANCE 3 • Journal 19/20 • 9 janvier 2023



BFMTV • Le Live Toussaint • Mercredi 1^{er} février 2023



BFMTV • Le Live Toussaint • Jeudi 16 février 2023



SUD RADIO • Les Vrais Voix • Mercredi 1^{er} février 2023



**Chaîne Youtube
du SCSi**



FRANCE 3 • Journal 19/20 • 16 mars 2023
Interview sur l'emploi des forces mobiles
lors des manifestations



FRANCE 2 • Journal 20 h • 22 mars 2023
Reportage sur les manifestations

Natacha Ognier

Mercredi 8 mars 2023

Le 8 mars 2023, Natacha Ognier était l'invitée d'un webinaire sur la place des femmes dans la police. La fonction de maintien de l'ordre a longtemps été sexuée : elle est le miroir des mutations sociales et politiques. À travers l'analyse des romans policiers ayant pour héros une femme, le but de ce webinaire était de s'interroger sur le travail réel des femmes policières et de confronter roman et réalité. Être femme dans un métier masculin, associé fortement à la virilité et à la violence, interroge tous les rapports de genre et met en lumière les inégalités : leur faut-il toujours assurer plus que leurs homologues masculins, se



muer en homme ou rester dans le rôle assigné aux femmes ? Comment s'imposer dans un monde dominé par des stéréotypes de genre ? Faire face à la violence, quelle influence sur la vie privée, et comment s'imposer dans la vie professionnelle, d'autant plus quand on est leur chef ?

Ce débat entre Natacha Ognier, commandant de police et secrétaire nationale SCSI-CFDT et Caroline Granier, agrégée et docteure en lettres modernes, animé par Ute Metenberg, secrétaire nationale à la CFDT Cadres, ainsi que les ques-

tions des nombreux participants, tentera de répondre à certaines interrogations.

Natacha Ognier : « En cette journée internationale des droits des femmes, je ne pouvais refuser de participer à un webinaire ayant pour thématique la place de la femme dans la Police nationale, qui plus est quand cette femme exerce un métier à responsabilités. Cet échange s'est montré très intéressant et très riche, le but étant effectivement de confronter la fiction à la réalité. Je remercie la CFDT Cadres, à l'initiative de ce moment ainsi que Caroline, pour la qualité de nos échanges. »

Pour approfondir le sujet, vous pouvez le voir ou revoir sur :
<https://www.youtube.com/watch?v=wSOGOzy2LiM>



**Défendre les cadres de la Police nationale
et l'ensemble des policiers, éclairer l'opinion publique
et peser sur les débats relatifs à la sécurité :
LE SCSI-CFDT RÉPOND PRÉSENT !**



Pionnier dans le domaine des offres type « Comité d'Entreprise » avec l'association APPELS que nous animons par le passé, le SCSI vous propose depuis l'an dernier un nouveau service de ce type : Le + SCSI !

Mis en œuvre par la plateforme HelloCSE, il permet aux adhérents qui le souhaitent d'avoir accès à un vaste ensemble de réductions et d'avantages sur des produits de grandes enseignes ou des offres préférentielles de voyages. Accessible à l'ensemble des membres du SCSI à jour de cotisation annuelle (actifs comme retraités), voici un panel des avantages que nous offrons.

1. Je paye ma cotisation annuelle (en ligne, par chèque ou prélèvement automatique) et j'autorise la communication de mon nom, prénom et adresse mail privée pour bénéficier des avantages « Le +SCSI » dans le cadre de mon adhésion.
2. Je reçois par mail au début du mois suivant mon adhésion mes identifiants de connexion annuels pour accéder au +SCSI.
3. Je profite de mes avantages en me connectant sur le site le-plus-scsi-pn.fr ou avec l'application dédiée « HelloCSE » téléchargeable sur smartphone.



Cliquez !
Économisez !



+200 000 avantages exclusifs dans tous les univers de consommation disponibles sur la billetterie et l'application HelloCSE

Vie quotidienne

MAISONS DU MONDE | DARTY | E.Leclerc | La Redoute | HELLO FRESH

Cinéma

Les studios PATHE GAUMONT | CINÉ CHEQUE | mk2 | CFC CINÉMA

Loisirs & Sorties

Disneyland Paris | ZOO PARC BEAUVAL | Parc Astérix | WECANDOO | cap adrenaline

Sport

DECATHLON | GO SPORT | NEO FITNESS | URBAN SPORTS CLUB | adidas | STRAVA

Mode & Beauté

SEPHORA | zalando | H&M | Galeries Lafayette

Culture

fnac | NATURE DÉCOUVERTES | Cultural | Spotify | amazon

Presse

Le Monde | L'EQUIPE | MICKEY | ELLE | 60 millions

Vacances

PIERRE VACANCES | Booking.com | CenterParcs | Belambra clubs | HelloCSE Voyages

LORSQUE SCSI RIME AVEC ÉCONOMIES...



**Selon votre affectation
(ou résidence), faites
parvenir votre bulletin
d'adhésion accompagné
de son règlement
à l'adresse (précédée
de l'entête SCSI-CFDT)
suivante :**

Zone OUEST

Romain LECALIER
Commissariat de police
10, rue du docteur Thibout
de la Fresnaye – 14000 Caen
06 33 99 32 98

Zone NORD

Juliette PECQUEUX CHENAU
Cité Administrative – Rue de Tournai
BP 2012 – 59012 Lille cedex
06 18 90 27 65

Zone ÎLE-DE-FRANCE

Claire PATRON
52, rue Crozatier – 75012 Paris
06 48 92 08 14

Zone EST

Peggy ROTHS ENTZ
Hôtel de Police – 34, route de l'Hôpital
67000 Strasbourg
06 64 14 47 69

Zone SUD-EST

Jean-Marc ANDRÉ
Hôtel de Police
40, rue Marius Berliet – 69008 Lyon
07 86 06 40 14

Zone SUD

Olivier OUDIN
1, rue d'Armény – BP 50328
13177 Marseille cedex 20
06 03 07 41 04

Zone SUD-OUEST

Frédéric RIBEIRO
10, rue Charles Monselet
33000 Bordeaux
07 70 19 81 76

RÉUNION

Frédéric LEFÈVRE
DTPN La Réunion – Commissariat
de police de Saint-André – 273, avenue
de la République – 97440 Saint-André
06 92 07 80 06

NOUVELLE-CALÉDONIE

Nicolas CHEDEAU
DTPN Nouvelle-Calédonie
BP 289 – 98846 Nouméa cedex
+687 83 42 92

GUYANE

Éric CHANTEGREL
DTPN Guyane – Hôtel de Police
24, av. du Gal de Gaulle – 97300 Cayenne
+594 694 23 20 54

MAYOTTE

Olivier GRANARA
DTPN Mayotte – 41, bd de l'Hôpital
97600 Mamoudzou
+336 12 54 46 69

MARTINIQUE

Yannick BOISBAULT
DTPN Martinique – Poste de police
de Dillon – avenue Léon-Gontran
Damas – 97200 Fort-de-France
+596 696 50 43 37

GUADELOUPE

Thérèse CHARPENTIER
DTPN Guadeloupe – CRA
de Guadeloupe – Morne Vergain
97139 Les Abymes
+590 690 50 31 16

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Luc ROATTINO
DTPN Polynésie française
BP 87 – 98713 Papeete
06 86 76 15 94



Chargé de mission CRS
Jean-Marc CORTES
06 18 87 87 45



PRÉSENTATION DE LIVRES

Les livres d'hiver... une petite sélection du SCSI



« La lutte antiterroriste » de Bernard Cazeneuve et Guillaume Farde

Au cours des dernières années, la France, à l'instar d'autres États européens et du monde, a été confrontée à une menace terroriste sans précédent. Dans ce contexte, la politique de la lutte antiterroriste a connu de profondes et nécessaires transformations, dans le strict respect des principes fondateurs de l'État de droit. Cet ouvrage étudie la politique de lutte antiterroriste en France à travers l'évolution récente de l'ensemble de ses outils. Que ce soit dans le champ normatif ou institutionnel, de nouvelles orientations stratégiques ont été adoptées afin de faire face sur le long terme à une menace de plus en plus diffuse et protéiforme. Il permet au lecteur d'approfondir sa compréhension du phénomène terroriste, d'acquérir des connaissances techniques d'analyse de la politique de lutte antiterroriste et de disposer d'une connaissance plus fine du fonctionnement de l'appareil d'État.

« La lutte antiterroriste » de Bernard Cazeneuve et Guillaume Farde



« Fils de personne » de Jean-François Pasques

Un numéro de téléphone, un exemplaire de *La Peau de chagrin* et un briquet de la Légion étrangère. C'est tout ce qui est retrouvé sur le cadavre d'un homme abandonné dans un bassin du Jardin des Tuileries. Alors qu'il piétine déjà dans une enquête sur la disparition de trois jeunes femmes, le commandant Julien Delestran est chargé de l'affaire. Le numéro de téléphone est sa première piste : c'est celui du CNAOP, l'organisme permettant aux enfants nés « sous X » de retrouver leurs parents biologiques. Mais tandis que le commandant essaie d'avancer sur cette nouvelle enquête, la précédente se rappelle à lui quand sa hiérarchie lui adjoint l'aide d'une psychologue. Tout d'abord sceptique face à cette « ingérence », Delestran est bien obligé de reconnaître que Claire Ribot sait mettre au jour la vérité aussi bien que le plus fin des limiers. Et qu'elle ne sera pas de trop pour sonder, avec son groupe, les tréfonds de l'âme humaine...

Chimiste de formation, **Jean-François Pasques** est capitaine de police. Après une quinzaine d'années à Paris, notamment à la Section Criminelle de la 1^{re} DPJ, il travaille désormais à Nantes en Sécurité Publique. La police satisfait son appétit de curiosité humaine, et *Fils de personne* met en scène ces personnages hauts en couleurs auxquels il est confronté quotidiennement dans son métier.

« Fils de personne » de Jean-François Pasques

GRILLE INDICIAIRE au 1^{er} janvier 2023

mars 2023 / n° 351 / p. 30

ÉCHELON	DURÉE	INDICE BRUT	INDICE MAJORÉ	IR 3 %	ISSP	IRP-BASE	INDICE MAJORÉ P.C.	TRAITEMENT NET MENSUEL ÎLE-DE-FRANCE	TRAITEMENT NET MENSUEL PROVINCE
COMMANDANT DIVISIONNAIRE									
Spécial	-	HEA 3	972	141,43	1 107,84	600,00	1200	5 280,95	5 072,98
Spécial	-	HEA 2	925	134,59	1 054,28	600,00	1142	5 056,21	4 853,68
Spécial	-	HEA 1	890	129,50	1 014,38	600,00	1099	4 890,05	4 690,25
4 ^e	-	1027	830	120,77	946,00	600,00	1025	4 604,86	4 410,27
3 ^e	3 ans	1015	821	119,46	935,74	600,00	1014	4 562,02	4 368,21
2 ^e	2 ans 6 mois	930	756	110,00	861,66	600,00	934	4 252,95	4 064,78
1 ^{er}	2 ans 6 mois	890	725	105,49	826,32	600,00	895	4 106,10	3 920,62
COMMANDANT DIVISIONNAIRE FONCTIONNEL									
Spécial	-	HEA 3	972	147,05	1 107,84	413,00	1200	5 265,37	5 052,55
Spécial	-	HEA 2	925	140,21	1 054,28	413,00	1142	5 041,24	4 833,26
Spécial	-	HEA 1	890	135,12	1 014,38	413,00	1099	4 874,77	4 669,83
4 ^e	-	1027	830	126,39	946,00	413,00	1025	4 589,58	4 389,84
3 ^e	2 ans	1015	821	125,08	935,74	413,00	1014	4 546,74	4 347,78
2 ^e	2 ans	930	756	115,82	861,66	413,00	934	4 237,68	4 044,36
1 ^{er}	2 ans	890	725	111,11	826,32	413,00	895	4 090,83	3 900,19
COMMANDANT DE POLICE									
7 ^e	-	1015	821	119,46	935,74	413,00	1014	4 396,06	4 207,03
6 ^e	2 ans 6 mois	995	806	117,27	918,64	413,00	995	4 324,51	4 137,36
5 ^e	2 ans 6 mois	930	756	110,00	861,66	413,00	934	4 084,49	3 903,61
4 ^e	2 ans	878	716	104,18	816,07	413,00	884	3 893,25	3 717,39
3 ^e	2 ans	830	680	98,94	775,04	413,00	840	3 721,29	3 549,14
2 ^e	2 ans	784	645	93,85	735,14	413,00	797	3 554,82	3 385,71
1 ^{er}	2 ans	741	612	89,05	697,53	413,00	756	3 398,16	3 231,91
LIEUTENANT - CAPITAINE DE POLICE									
Eex	-	859	702	102,14	936,30	378,00	895	3 901,95	3 727,85
10 ^e	-	821	673	97,92	897,62	378,00	858	3 758,66	3 588,19
9 ^e	3 ans	776	638	92,83	850,94	378,00	813	3 586,64	3 419,85
8 ^e	2 ans 6 mois	732	605	88,03	806,92	378,00	771	3 424,79	3 260,86
7 ^e	2 ans 6 mois	693	575	83,665	766,91	378,00	733	3 292,34	3 116,21
6 ^e	2 ans	653	545	79,30	726,90	378,00	695	3 145,08	2 971,56
5 ^e	2 ans	611	513	74,64	684,22	378,00	654	2 988,30	2 817,56
4 ^e	2 ans	567	480	69,84	663,48	378,00	612	2 847,69	2 679,80
3 ^e	2 ans	525	450	65,48	622,02	378,00	574	2 699,10	2 533,82
2 ^e	1 an 6 mois	499	430	62,57	594,37	378,00	548	2 600,47	2 437,48
1 ^{er}	1 an 6 mois	469	410	59,66	566,73	378,00	523	2 501,20	2 340,86
stagiaire	1 an	359	353	17,07	170,72	143,00	388	1 755,14	-
élève	6 mois	335	353	17,07	170,72	-	388	1 481,71	-

RÉMUNÉRATIONS MOYENNES MENSUELLES DES COMMISSAIRES

En vigueur au 1^{er} juillet 2022

GRADE	ÉCHELON	INDICE MAJORÉ	TRAITEMENT BRUT	IR 3 %	ISSP	IRP FONCTION	INDICE PC	TRAITEMENT NET MENSUEL ÎLE-DE-FRANCE	TRAITEMENT NET MENSUEL PROVINCE
COMMISSAIRE GÉNÉRAL	HED3	1279	6 203,19	186,10	1 333,69	2 176,00	1 554	8 027,88	7 767,01
	HED2	1226	5 946,14	178,38	1 278,42	2 176,00	1 490	7 779,77	7 525,94
	HED1	1173	5 689,09	170,67	1 223,15	2 176,00	1 425	7 532,31	7 285,51
	HEC3	1173	5 689,09	170,67	1 223,15	2 093,00	1 425	7 456,59	7 209,79
	HEC2	1148	5 567,84	167,04	1 197,09	2 093,00	1 395	7 339,44	7 095,96
	HEC1	1124	5 451,44	163,54	1 172,06	2 093,00	1 366	7 227,10	6 986,80
	HEBB3	1124	5 451,44	163,54	1 172,06	2 093,00	1 366	7 227,10	6 986,80
	HEBB2	1095	5 310,79	159,32	1 141,82	2 093,00	1 330	7 091,97	6 855,53
	HEBB1	1067	5 174,99	155,25	1 112,62	2 093,00	1 296	6 961,02	6 728,29
	HEB3	1067	5 174,99	155,25	1 112,62	2 093,00	1 296	6 961,02	6 728,29
	HEB2	1013	4 913,08	147,39	1 056,31	2 093,00	1 231	6 708,10	6 482,54
	HEB1	972	4 714,23	141,43	1 013,56	2 093,00	1 181	6 516,48	6 296,36
	HEA3	972	4 714,23	141,43	1 013,56	2 093,00	1 181	6 516,48	6 296,36
	HEA2	925	4 486,28	134,59	964,55	2 093,00	1 124	6 296,62	6 082,74
	HEA1	890	4 316,53	129,50	928,05	2 093,00	1 081	6 133,25	5 924,01
1 ^{er}	830	4 025,53	120,77	865,49	2 093,00	1 008	5 852,72	5 651,45	
COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE	HEBB3	1124	5 451,44	163,54	1 172,06	1 833,00	1 366	6 989,90	6 749,61
	HEBB2	1095	5 310,79	159,32	1 141,82	1 833,00	1 330	6 854,78	6 618,33
	HEBB1	1067	5 174,99	155,25	1 112,62	1 833,00	1 296	6 723,82	6 491,09
	HEB3	1067	5 174,99	155,25	1 112,62	1 833,00	1 296	6 723,82	6 491,09
	HEB2	1013	4 913,08	147,39	1 056,31	1 833,00	1 231	6 470,90	6 245,34
	HEB1	972	4 714,23	141,43	1 013,56	1 833,00	1 181	6 279,28	6 059,16
	HEA3	972	4 714,23	141,43	1 013,56	1 833,00	1 181	6 279,28	6 059,16
	HEA2	925	4 486,28	134,59	964,55	1 833,00	1 124	6 059,42	5 845,54
	HEA1	890	4 316,53	129,50	928,05	1 833,00	1 081	5 896,05	5 686,82
	5 ^e	830	4 025,53	120,77	865,49	1 575,00	1 008	5 380,15	5 178,88
	4 ^e	792	3 841,23	115,24	825,86	1 575,00	962	5 202,34	5 006,11
	3 ^e	743	3 603,57	108,11	774,77	1 575,00	903	4 972,85	4 783,12
	2 ^e	705	3 419,27	102,58	735,14	1 575,00	857	4 795,03	4 610,35
	1 ^{er}	667	3 234,97	97,05	695,52	1 575,00	810	4 617,86	4 438,23
COMMISSAIRE	SPÉCIAL	830	4 025,53	120,77	865,49	1 364,00	1 008	5 187,66	4 986,39
	9 ^e	792	3 841,23	115,24	825,86	1 364,00	962	5 009,84	4 813,62
	8 ^e	743	3 603,57	108,11	774,77	1 364,00	903	4 780,35	4 590,63
	7 ^e	705	3 419,27	102,58	735,14	1 364,00	857	4 602,53	4 417,86
	6 ^e	667	3 234,97	97,05	695,52	1 364,00	810	4 425,36	4 245,73
	5 ^e	628	3 045,82	91,37	654,85	1 080,00	763	3 983,64	3 809,19
	4 ^e	591	2 866,37	85,99	616,27	1 080,00	718	3 810,64	3 641,10
	3 ^e	555	2 691,77	80,75	578,73	1 080,00	674	3 642,46	3 477,69
	2 ^e	505	2 449,27	73,48	551,09	1 080,00	614	3 445,32	3 272,36
	1 ^{er}	461	2 235,87	67,08	503,07	1 080,00	560	3 237,95	3 070,84
	stagiaire	381	1 847,86	55,44	184,79	279,00	419	1 976,65	1 823,71
élève	356	1 726,61		172,66		392		1 479,04	

NOUS SOMMES AUX CÔTÉS DE CEUX QUI PROTÈGENT LES AUTRES.

ASSURANCE AUTO

-10%⁽¹⁾

SUR VOTRE CONTRAT D'ASSURANCE

OFFRE RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS MGP

-20%⁽²⁾

SUR VOTRE CONTRAT D'ASSURANCE
AUTO OU HABITATION
OU ACCIDENTS & FAMILLE
OU PROTECTION JURIDIQUE

Unéo, MGP et GMF
sont membres de
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense



ENGAGÉS POUR LE COLLECTIF
ASSURÉMENT HUMAIN



POLICE



(1) Offre réservée aux agents du service public, personnels des métiers de la police. Réduction de 10% sur le montant de la 1^{ère} cotisation annuelle, pour toute souscription entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023 d'un contrat AUTO PASS. Offre non cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse.

(2) Réduction de 20% pour le 1^{er} nouveau contrat AUTO PASS, Habitation DOMO PASS ou AMPHI PASS, Accidents et Famille ou Protection Juridique souscrit en tant qu'adhérent MGP entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023. Cette réduction est valable sur le montant de la première année de cotisation et n'est pas cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse.

Conditions et limites des garanties de nos contrats AUTO PASS, habitation DOMO PASS, habitation AMPHI PASS, Accidents & Famille et Protection Juridique en agence GMF. Les Conditions Générales et les Conventions d'assistance de ces contrats sont consultables sur gmf.fr

GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - APE 6512 Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret.

Covéa Protection Juridique - Société anonyme à conseil d'administration au capital de 88 077 090,60 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - RCS Le Mans n°442 935 227 - Siège social : 160 rue Henri Champion - 72045 Le Mans cedex 2.

Les produits distribués par GMF ASSURANCES sont assurés par GMF ASSURANCES et/ou LA SAUVEGARDE et/ou GMF VIE et/ou Covéa Protection Juridique et/ou AM-GMF. Les garanties du contrat protection juridique sont gérées par Covéa Protection Juridique.